

d'un soulagement. Mais le peuple canadien comprend que ce n'est pas une solution de la difficulté et qu'on prend cette question pour un tremplin afin de permettre à nos adversaires de se maintenir au pouvoir, de sortir d'une difficulté en vue d'attendre le retour d'événements qui leur permettront d'arranger les affaires de façon à ne plus avoir à s'inquiéter des nationalistes de Québec et de pouvoir les ignorer complètement. Mais qu'ils prennent garde, en agissant ainsi, d'infliger au pays le fardeau d'un programme politique qui durera pendant de nombreuses générations. Donnez une fois votre contribution et vous aurez créé dans l'esprit de ceux à qui vous l'accordez une demande de contributions nouvelles. Je n'ai aucun doute qu'elle continuera demain et encore, mais je ne crois pas que mes honorables amis de la droite soient tous unis sur cette idée d'une contribution permanente. Les uns la favorisent, les autres, non; mais, en ce moment, en ce qui touche au pays, ils ont pour seul programme, une contribution, et c'est un programme permanent dans l'esprit de la population du pays.

On nous demande de voter une contribution de \$35,000,000 en reconnaissance de ce que l'Angleterre a fait pour nous dans le passé. Je maintiens que le Canada et l'Angleterre ont des obligations mutuelles. Je partage l'opinion exprimée par l'honorable George Brown en 1864, et je dis que tant que le Canada a eu besoin du concours de l'Angleterre, c'était le devoir de cette dernière d'assurer notre défense. Mais je dis aussi que maintenant que nous sommes devenus plus riches et plus puissants, nous devons pourvoir à notre propre défense et qu'en cas de besoin l'Angleterre doit venir encore à notre aide.

A l'origine de l'établissement de ses colonies, il était entendu que l'Angleterre les défendrait et les protégerait jusqu'à ce qu'elles fussent en état de se défendre elles-mêmes; nous avons maintenant atteint un degré de développement qui nous fait un devoir d'assurer notre propre défense. Mais le projet que l'on nous soumet ressemble fort à un concordat; nous offrons de payer tant de cents dans le dollar. Mon honorable ami prétend que l'Angleterre a dépensé environ \$400,000,000 pour la défense militaire et navale du Canada; il a aussi mentionné une autre somme de \$150,000,000 et il offre une contribution de \$35,000,000 et demande une quittance.

\$35,000,000, c'est une somme considérable si elle n'est pas absolument nécessaire. Elle représente, à un million près, le revenu total du Canada en 1896, au moment où les conservateurs quittèrent le pouvoir. On nous demande de voter cette somme, de l'envoyer dans un autre pays où elle fournira de l'emploi aux ouvriers de ce pays, pendant que les nôtres manqueront d'ouvrage peut-être.

Je ne me plaindrais pas du chiffre de la contribution, même s'il était trois fois plus élevé, si on en démontrait la nécessité. Si j'étais convaincu que c'est une politique sincère et réellement dans l'intérêt de l'empire, je l'approuverais de tout cœur. Mais s'il s'agit d'un simple expédient politique, pour faire face aux exigences et conditions actuelles, je proteste. En 1910, j'étais fortement opposé à cette contribution et à toute autre, et je le suis encore plus aujourd'hui. Si l'on s'adresse au Gouvernement et si on lui demande de voter des crédits importants pour une entreprise quelconque, il répond invariablement que les finances du pays ne le permettent pas. Depuis nombre d'années je demande que l'Etat fasse l'acquisition de certains embranchements reliés à l'Intercolonial et toujours l'on m'a répondu: "Nous n'avons pas d'argent; il faudrait pour cela deux ou trois millions de dollars et une pareille dépense n'est pas possible dans le moment".

Chaque fois que nous demanderons quelque chose pour l'Intercolonial ou pour une entreprise quelconque, le Gouvernement refuse sous prétexte que le trésor est vide. Nos revenus augmentent rapidement il est vrai, et cependant beaucoup de travaux importants sont retardés, bien que le Gouvernement se dise en état de verser une contribution de \$35,000,000.

Tant que nous n'aurons pas développé notre pays, non seulement dans l'Ouest, mais aussi dans l'Est, nous devons nous abstenir de toute contribution impériale, surtout quand la mère patrie n'en demande pas et n'en a pas besoin.

C'est une triste manière d'exprimer son patriotisme en en faisant une question d'argent. Cette idée d'une contribution est contraire à l'esprit de la constitution et n'est pas conforme aux intentions de ceux qui ont fait la Confédération. Gardons-nous d'enfreindre le précepte qui nous fait un devoir de ne pas renier l'auteur de nos jours. Si nous nous engageons dans cette voie rétrograde, un jour viendra où il nous faudra recommencer la lutte pour la conquête de nos libertés politiques. Evitons tout ce qui pourrait provoquer une révolution politique ou amener une seconde guerre de l'indépendance.

Il me reste un autre point à traiter, avant de prendre mon siège, et je crois avoir le droit de le signaler à l'attention de la Chambre, vu qu'il a été beaucoup question depuis quelque temps de notre incapacité à fournir des équipages à nos navires. Cette politique de centralisation du pouvoir s'affirme trop, non seulement en Angleterre, mais aussi au Canada. Quel que fut le parti à la tête des affaires, j'ai toujours constaté qu'il existait comme une convoitise du pouvoir; le gouvernement fédéral cherche constamment à empiéter sur les droits des provinces. Non content des